

CARDEX	✓
VOTER	
juil 2 1998	

Pages 949-1252

- 951      **1. Quatre universitaires répondent à trois questions concernant le thème « Droit administratif et autres disciplines : les zones frontières »**
- 953      **2. Droit administratif et droit financier**  
par Jean-Pierre CAMBY
- 959      **3. Droit administratif et droit social**  
par Xavier PRÉTOT
- 971      **4. Droit administratif et droit constitutionnel**  
par Jacques ROBERT
- 979      **5. Droit administratif et droit international**  
par Gérard TEBOUL
- 1001     ACTUALITÉ ADMINISTRATIVE  
**6. La responsabilité des services d'incendie et de secours**  
par Xavier PRÉTOT
- 1015     CHRONIQUES DE FOND  
**7. La loi relative à l'entrée et au séjour des étrangers et au droit d'asile devant le Conseil constitutionnel**  
par François LUCHAIRE
- 1037     **8. Les nouveaux mouvements religieux et le droit international**  
par Jean DUFFAR
- 1057     **9. L'exception française**  
par Jean PETOT
- 1089     CHRONIQUES ADMINISTRATIVES  
**10. Déclaration de droits et recours pour excès de pouvoir**  
par Fabrice MELLERAY
- 1131     **11. La contribution du Conseil d'État à la fonction législative**  
par Anne JEANNOT-GASNIER

- 1177 CHRONIQUE ÉTRANGÈRE  
**12. Les fondements constitutionnels canadiens et la question du droit des sols, de l'environnement et de la protection des ressources naturelles**  
par André-Hubert MESNARD
- 1205 NOTE DE JURISPRUDENCE  
**13. Les commissions permanentes des conseils généraux et régionaux doivent se réunir publiquement** (CE, Ass., 12 décembre 1996, *région Centre*)  
par Nathalie MERLEY
- 1225 CONCLUSIONS DES COMMISSAIRES  
DU GOUVERNEMENT  
**14. Une expertise ordonnée par le juge d'appel peut justifier une réévaluation de l'indemnité par rapport au montant qui avait été initialement demandé devant les premiers juges** (CE, Sect., 8 juillet 1998, *Département de l'Isère*)  
Conclusions de M. COMBEXELLE
- 1239 **15. Lorsque l'acte sur le fondement duquel est effectuée la dépense a été annulé par le juge de l'excès de pouvoir, le comptable est tenu de cesser tout paiement** (CE, Sect., 8 juillet 1998, *Ministre du Budget*)  
Conclusions de M. GIRARDOT

REVUE DU  
**DROIT  
PUBLIC**

ET DE LA SCIENCE POLITIQUE  
EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

JACQUES ROBERT  
JEAN-MARIE AUBY

« *Droit administratif et autres disciplines :  
les zones frontières.* »

*Services d'incendie et de secours.*

*Entrée et séjour des étrangers; droit d'asile.*

*Nouveaux mouvements religieux.*

*Exception française.*

*Recours pour excès de pouvoir.*

*Conseil d'État.*

*Canada.*

*Jurisprudence administrative*

*(conseils généraux et régionaux, expertise ordonnée  
par le juge d'appel, dépense publique et paiement).*

R.D.P.

4 - 1998

L·G·D·J